



NOUVELLES DE LA BIGORRE

Mensuel édité par l'Association de Diffusion de la Presse Démocratique des Nouvelles de la Bigorre
Prix : 1 € • Mars - Avril 2007 n° 222

**ABONNEZ-VOUS !
RÉABONNEZ-VOUS !!!**

NOUVELLES DE LA BIGORRE

Administration, rédaction :
4, rue des Haras - 65000 Tarbes
Tél. : 05 62 93 12 67
Fax : 05 62 93 44 43
lesnouvellesdelabigorre@orange.fr

Directeur de la publication :
Philippe Barrière
Rédacteur en chef :
Myriam Passet

Conception/réalisation
Impression : Imprimerie Images
7 rue du 19 mars 1962
Bastillac Innovation - 65000 Tarbes

Commission paritaire :
en demande de réattribution

● ÉDITO

Marie-George BUFFET : le vote espoir!

I l nous reste 15 jours pour convaincre de l'utilité du vote Marie-George BUFFET et il nous faut utiliser tous les instants pour nous y employer !

Vote utile pour battre SARKOZY, BAYROU et Le PEN et faire gagner la gauche !

Vote utile pour imposer au sein de cette gauche la confrontation et le rapport de forces nécessaires à de véritables avancées sociales, démocratiques portées par des réformes s'attaquant à la logique de l'argent roi !

Vote utile pour donner un signe d'encouragement à celles et ceux qui luttent et ne baissent pas les bras face à des politiques libérales de plus en plus inhumaines !

Il nous reste 15 jours pour donner tort aux sondages et aux médias qui nous assènent quotidiennement que les jeux sont faits et cherchent à nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

15 jours pour faire la démonstration que :
NON nous ne sommes pas dans la situation politique de 2002

NON la rupture ne peut être incarnée par Nicolas Sarkozy,

NON la solution n'est pas de battre la droite

de Sarkozy avec la droite de Bayrou
NON Ségolène Royal ne gagnera pas seule à gauche, et NON elle ne conduira pas la même politique selon que le PCF soit à 2, 5 ou 7%,
NON Olivier Besancenot et José Bové n'ouvrent aucunes perspectives à la gauche la privant de son nécessaire rassemblement

Au lendemain du meeting de Toulouse de celui « immense » de Bercy, qui a rassemblé plus de 15 000 personnes sur place et 20 000 autres sur internet, il nous faut aborder la dernière ligne droite de campagne avec détermination et audace.

Dans ce cadre, assurer la réussite indispensable du meeting départemental du mardi 17 avril, concentrer nos efforts sur la proximité : porte à porte, tenue des marchés du département, rencontres d'entreprises, de villages, d'appartements, etc.

Il nous reste 15 jours pour faire basculer cette moitié d'hommes et de femmes qui n'ont pas encore fait leur choix de leur vote, 15 jours pour convaincre que ce scrutin peut tout simplement être utile à nos vies. Bon courage à tous !!

*Marie-Pierre VIEU
Secrétaire départementale*

● SOMMAIRE

Édito	p. 1
La campagne bat son plein !	p. 2
Matériel en stock	p. 3
Bernard Thibault	p. 3
Réaction sur le vif	p. 3
Emploi industriel toujours indispensable ! ..	p. 4
GIAT :	
écoutez la différence.....	p. 5
Services publics : essentiels pour bien vivre	p. 6
Culture	p. 8

NOUVELLES DE LA BIGORRE

Abonnement 1 an

☞ 12 € (tarif normal)

☞ 20 € (abonnement de soutien)

☞ 6 € (tarif réduit : étudiants, chômeurs...)

Abonnement Découverte

☞ 3 mois = 3 €

4, rue des Haras - 65000 Tarbes
BNP Tarbes 000100 52 987

MEETING départemental Mardi 17 avril, 20h30,

salle Jean Jaurès (AUREILHAN),

en présence de Nicole BORVO, présidente du groupe communiste au Sénat.

Venez et faites venir vos proches !!

La campagne bat son plein !



Photos meeting : Delio MENEN

La dynamique toulousaine. 3500 personnes en meeting régional le 30 mars à Toulouse, des jeunes, de nombreux acteurs des luttes régionales. Parmi elles, encore, plus de 100 hauts pyrénéens. Le plus de la soirée : la présence d'un syndicaliste (IG Metal) et d'un parlementaire allemands venus apporter leur soutien et convergence de vue aux salariés d'AIRBUS.



Les soutiens à MGB s'affichent ! Parmi les 200 premiers signataires haut-pyrénéens, nombres d'élus, syndicalistes et militants du mouvement social. Depuis l'effort se poursuit puisque nous sommes à près de 1000 noms collectés dans le département. D'ici au 22 avril, poursuivons ce travail qui permet d'engager l'échange le plus directement sur la question décisive du vote.

Matériel en stock.

A noter que plus de 200 000 tracts ont été diffusés dans le département. D'ici au 1^{er} tour des présidentielles, 3 nouveaux matériels seront disponibles.

Actuellement à la fédération.

- Affiches électorales - panneau n°2
- Elles et ils soutiennent MGB - tract départemental - 40 000 ex
- Programme de la gauche populaire et anti-libérale.
- Autocollants

Doivent être livrés.

- Tract national, 30 000 ex, livré entre mardi 10 et vendredi 13 avril.
- 4 pages départemental préparation MEETING, 40 000 ex, à partir de mercredi 11 avril, en soirée.
- Tract national, 30 000 ex, mardi 17 avril.

Bernard Thibault :

« Nous appelons à voter pour le progrès social »

Une table ronde s'est tenue entre Marie-George Buffet et Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT. La candidate de la gauche populaire et anti-libérale est la seule à ce jour à avoir sollicité une rencontre avec ce dernier.

A l'issue de l'entrevue, Bernard Thibault et Marie-George Buffet ont fait part de leur échange, qui a porté essentiellement sur les questions de démocratie sociale et de la politique industrielle de la France. Les questions du pouvoir d'achat et des salaires ont été également abordées. La candidate à la Présidentielle et le responsable syndical déclarent avoir des positions convergentes sur ces problématiques et soulignent qu'il y a urgence sociale

en matière d'emploi, de niveau de salaire ou concernant l'industrie citant notamment pour les cas Airbus et d'Alcatel-Lucent.

Bernard Thibault a rappelé la nécessité de porter immédiatement le SMIC à 1500€ et partage avec Marie-George Buffet que l'avenir industriel de la France du plein emploi, du développement économique et social ne peut s'envisager si l'on fait l'impasse sur les réflexions stratégiques en matière de politique industrielle.

Les deux considèrent qu'il faut accorder plus de place à la démocratie sociale à l'intérieur de l'entreprise et dans l'espace public. Il faut reconnaître le fait syndical et le rôle de ses organisa-

tions, accorder plus de place aux salariés dans la gestion même de l'entreprise en respectant les droits actuels et en accordant des droits et des pouvoirs nouveaux jusque dans les PME/PMI. Répondant à une question, Bernard Thibault a indiqué que **la CGT appelle à voter pour le progrès social. Il estime qu'il faut rompre avec les politiques menées ces dernières années et considère que les prises de position de Marie-George Buffet en particulier, et du Parti communiste français en général, viennent en soutien ou en tous cas en compréhension des revendications sociales.**

REACTION SUR LE VIF :

Pas de CPE de gauche !

« Ségolène Royal vient de proposer un Contrat Première Chance qui permettrait aux entreprises de moins de dix salariés d'embaucher gratuitement des jeunes pour un an. C'est une proposition dangereuse qui rappelle malheureusement la logique du CPE. Les jeunes sont descendus en masse dans la rue pour l'empêcher, ils n'en veulent pas davantage aujourd'hui. Ils refusent la précarité, le travail au rabais, et plus encore l'idée que leur travail ne mériterait même pas que les entreprises leur versent un salaire. Si la gauche veut mobiliser la jeunesse, elle doit lui reconnaître un droit effectif à l'emploi, faire du CDI la norme applicable à tous et lutter contre les discriminations à l'embauche. »

Marie-George Buffet

L'emploi industriel toujours indispensable !

L'emploi dans les Hautes-Pyrénées va mal ! C'est l'évidence. Pourtant, certaines de nos têtes pensantes locales nous expliquent que finalement ce n'est pas si grave, puisque globalement leur nombre n'a pas reculé. Certes, la situation pourrait être pire qu'elle ne l'est, et leurs chiffres sont bons quand ils affirment que la perte, en quelques années, de plus de 10 000 emplois industriels a été compensée par des créations dans les PME-PMI, le secteur tertiaire et les services.

Mais la réalité oblige toutefois à dire que ces emplois n'équilibrent pas la balance.

Tout au contraire, dans bien des cas ils alimentent considérablement la précarité, la baisse du pouvoir d'achat et l'insécurité au travail. Une économie saine ne peut pas reposer sur des petits salaires, des contrats à durée déterminée, des petites entreprises sans cesse sous la menace de la concurrence déloyale, des instances de défense et de représentativité des salariés qui s'affaiblissent du fait des restructurations et de l'éparpillement. Pas plus qu'elle ne peut reposer sur des emplois non productifs et non créateurs de richesses concrètes, dans un système où les mouvements financiers et les profits prédominent. Ce système tend à délocaliser la production réelle vers des endroits à bas coûts de main d'œuvre. La France a tout à perdre à devenir un pays de « holdings sans usines ». Notre département n'échappe pas à ce cadre global et la situation industrielle est de plus en plus préoccupante.

Ces jours derniers, l'actualité de ces jours-ci renvoie à EADS.

Les salariés ne sont pour rien dans la situation dégradée du groupe. La responsabilité incombe à sa gouvernance qui a commis une série d'erreurs, en plus du comportement des actionnaires qui ont, avant l'annonce des retards, empochés des milliards d'euros. Pourtant à ces mêmes salariés que l'on veut imposer des économies drastiques, qui mettent en danger l'entre-

prise Airbus sur sa capacité de production et son savoir faire.

Concernant la Socata, filiale EADS, on veut nous rassurer en affirmant qu'elle ne fait pas partie du plan power 8 ; rien n'est moins sûr. Les retombées indirectes de ce plan sur les filiales sont probables. Deux exemples :

- l'effectif de la Socata de Tarbes est composé à plus d'un tiers de salariés intérimaires et on peut penser que le moment venu, ceux ci serviront de variable d'ajustement pour baisser les effectifs.

- le groupe Airbus attribue des marchés à ses nombreux sous traitants avec ce que l'on appelle des contrats « Riskcheering ». Ce système permet à Airbus d'imposer un taux de productivité minimum exorbitant, à ses sous traitants. Tous ceux qui ne peuvent tenir ces taux se voient retirer les marchés qui sont délocalisés souvent à l'étranger. C'est comme cela qu'une rumeur persistante annonce des délocalisations de productions de la Socata vers le Maroc et d'autres pays.

La situation d'Alcan-Péchiney à Lannemezan est encore moins brillante puisque c'est carrément la fermeture du site qui est à l'ordre du jour. En jeu ; 400 emplois (250 Alcan, 60 intérimaires, 110 sous traitants sur le site). Prétextant un vieillissement des installations, Alcan veut délocaliser la production au Sultanat d'Oman. Alors que les 3 usines françaises de production d'aluminium ne couvrent même pas

les besoins intérieurs français. La situation est identique au niveau européen.

L'on connaît également la situation de Giat-Tarbes qui a été rayé de la carte ainsi que SPRIA qui a fait partie comme d'autres des dégâts collatéraux. Cela s'est fait sur fond de concurrence et de marchandisation de l'armement et les plus de 3000 emplois supprimés en deux décennies vont cruellement manquer à l'économie locale. Les pertes de taxe professionnelle ne contribuent pas à un aménagement harmonieux du territoire et à des péréquations justes pour les collectivités locales. Aujourd'hui le débat est à la reconstruction de ce site. Loin de toute polémique politicienne pré-électorale, il convient que tout le monde tire dans le même sens, afin que l'emplacement de Giat redevienne en centre ville un lieu à la fois de préservation de la mémoire de Tarbes, mais aussi de développement économique, social et culturel. Sans les citer toutes, on peut également nourrir d'autres inquiétudes pour d'autres entreprises telles Alstom dont le déménagement prévu pose question.

Et maintenant ?

Le département des Hautes-Pyrénées qui était un département fortement industrialisé devient un véritable désert. Cette situation n'est pas un hasard, elle est au contraire le fruit de la gestion capitaliste mondialisée et des dirigeants politiques en place. Sans négliger le rôle des luttes sociales, on peut dire que les clés pour ouvrir la

porte à des solutions sont prioritairement globales et politiques.

La meilleure preuve c'est que les salariés de Giat et de Péchiney/Alcan ont élaboré avec le concours d'élus et de spécialistes des propositions alternatives pour la survie de leurs entreprises. Justes et viables, ces propositions ont

été balayées d'un revers de main par les différents décideurs et le gouvernement. Cela démontre que l'on ne peut se préoccuper à la fois des dividendes des actionnaires, et de l'emploi au service de l'intérêt national.

Contrairement à ce qu'affirmait Lionel Jospin au moment de l'affaire Michelin,

les politiques ont, s'ils le veulent, les moyens de s'imposer face au monde économique.

Cela fait une bonne raison de s'intéresser de près aux programmes et propositions de chacun des candidats à la présidentielle.

Pour ce qui la concerne, Marie-George Buffet candidate populaire et anti-libérale propose des solutions pour sortir de ce carcan.

On peut s'en donner les moyens car il y a beaucoup d'argent :

- 100 milliards de profits pour les entreprises du CAC 40,
- 65 milliards de cadeaux aux entreprises,
- 40 milliards de fraude aux impôts, 40 autres de « niches » fiscales,
- 10 milliards de baisse d'impôts des plus riches depuis 2002.

A côté de ça, le SMIC à 1500 euros tout de suite « coûterait », dans un premier temps, à peine 10 milliards d'euros et il relancerait une croissance exsangue faute de pouvoir d'achat.

Il faut tout d'abord mobiliser cet argent pour l'emploi, avec une grande réforme de la fiscalité, redonner la priorité nationale à l'école et à la recherche et instaurer une sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie pour tous.

Fonds publics, crédit bancaire, bénéfiques des entreprises doivent servir le développement humain et écologique : dans ce cadre, changer vraiment la vie appelle une 6^{ième} république qui permette aux citoyens et aux salariés d'intervenir sur les décisions.

De même, il est indispensable que les forces progressistes européennes et internationales travaillent ensemble pour que le Monde ne se fasse plus au détriment des peuples mais pour eux et avec eux.

Bernard Latger

GIAT : écoutez la différence

**28 mars ; Conseil municipal de Tarbes.
Débat sur l'aménagement du site Giat.**

Enjeu : aménagement d'un site exceptionnel de 20 hectares en plein centre ville comportant de nombreux bâtiments d'une grande valeur architecturale.

1- Le Maire de Tarbes propose une méthode dans le cadre de la procédure légale :

- création d'une ZAC (zone d'aménagement concertée).
- de mettre en place des procédures simplifiées de révision du plan d'occupation des sols.
- la création d'un conseil d'aménagement du site dans lequel siègerait les collectivités intéressées et asso-

ciations représentatives selon les principes de concertation prévus par la loi.

Même s'il est clair qu'il a pris en compte une partie du débat public concernant la concertation, par cette méthode, le maire de Tarbes veut garder la mainmise totale sur le projet et obliger les autres collectivités à participer financièrement sans avoir de pouvoir de décision.

■ La gauche et les autres collectivités qui sont d'accord pour participer au projet (Région, Conseil Général, Grand Tarbes) proposent de

rassembler toutes les énergies et de travailler dans la démocratie et la transparence en créant la meilleure formule de regroupement qui pourrait être une SEM (société d'économie mixte) ou un syndicat mixte.

2) Ce site de 20 hectares est pollué sur environ 15% de sa surface. Le Maire de Tarbes qui a conclu avec Giat un accord d'acquisition pour 3,8 millions d'euros oubli de préciser que la dépollution sera à la charge de la ville.

suite p.6

■ **La gauche et les autres collectivités exigent en préalable que le coût de la dépollution soit pris en compte par les pollueurs que sont l'État et le Giat (comme le prévoit la loi dans ce genre de transaction)**

3) **Calendrier** : Le maire de Tarbes veut faire payer l'achat par la ville sur 3 exercices budgétaires (2009, 2010, 2011) et l'on peut craindre la vente par lots à divers promoteurs privés à des fins spéculatives.

■ **La gauche et les autres collectivités proposent un projet global et cohérent (public-privé) ainsi qu'un calendrier concerté des aménagements, étalé sur le court, le moyen et le long terme (et qui devra inclure aussi SPRIA et la friche industrielle Hughes-Tool).**

■ **Elle soutient la participation à égalité de droits et de devoirs de collectivités ayant des compétences différentes permettra au projet de tou-**

cher à tous les domaines (économique, social, culturel, etc...)

4) **Le maire de Tarbes a fait visiter le site à la presse et à son conseil municipal.**

■ **La gauche et les autres collectivités veulent organiser la visite du site en direction de toute population.**

BL

Services publics : essentiels pour bien vivre

Dans les hautes Pyrénées, l'emploi et les services publics sont aussi la cible d'attaques concertées.

Ainsi l'éducation nationale est menacée dans ses missions : elle perd des postes dans les collèges et les lycées dont 11 postes pour le seul lycée Marie-Curie. Des banderoles font éclater, dans les villages et les quartiers, la colère des parents d'élèves face à la suppression de classe dans les maternelles et le primaire.

Le plan dit de modernisation de la poste continue à faire des ravages : des 51 bureaux de plein exercice de 2004, il ne devrait en rester fin 2007 que 35 bureaux. Cela sans compter les réductions d'horaires d'ouverture. Là encore seules la mobilisation des usagers, salariés et élus locaux contiennent pour l'heure, la volonté de casse de la direction de la poste.

Et comme un malheur n'arrive jamais seul, c'est maintenant au tour des maternités de Lourdes et de Lannemezan d'être menacées de fermeture même si la riposte est puissante et déterminée. Financièrement asphyxié, l'Hôpital de Tarbes voit quant à lui ses missions remises en cause par la réduction d'activité, le

regroupement des services, le non remplacement des congés maladie et maternité et la suppression de 40 emplois.

Dernier entreprise en péril : la SNCF qui, au nom du développement durable s'apprête à abandonner le trafic de marchandise dans notre département. Conséquences de cette décision « humaniste », le transport du bois et la desserte de l'usine de Sarancolin seront assurés par route, plus 1200 camions par an. Elle est belle l'écologie à la sauce libérale !!

On pourrait encore rallonger la liste des dommages imputables aux manques de services publics : ils sont le résultats de politiques nationales et européennes visant à en finir avec toute forme de solidarités afin de « marchandiser » l'ensemble des activités humaines.

Cette logique est fortement contestée : ainsi en 2005, la libéralisation des services publics a largement motivé le NON au projet de constitution européenne, et on le vérifie sur notre département, les mobilisations sont importantes, pour sauver le bureau de poste, la classe du quartier

ou du village, la maternité... La création d'une convergence départementale pour la défense des services publics à la quelle participe le PCF favorisant la coordination de luttes dans les Hautes Pyrénées.

Mais aujourd'hui avec la Présidentielle et les législatives, nous avons la possibilité d'agir pour obtenir de nouvelles politiques en la matière.

Pour la gauche populaire et anti-libérale, sans l'Education Nationale, EDF/GDF, la SNCF, la Poste, la sécurité sociale, notre pays n'aurait jamais atteint son stade de développement actuel.

C'est pourquoi Marie-George BUFFET défend le principe d'une responsabilité publique sur les biens et services essentiels, pour lesquels l'égalité d'accès et de traitement, la solidarité et la sécurité collective doivent prévaloir.

Elle propose d'engager immédiatement :

- Un plan d'abrogation de toutes les lois qui ont privatisé des entreprises publiques. (France Télécom, Air France), la renationalisation d'EDF/GDF, l'arrêt de toute nouvelle privatisation (ports et SNCM, SNCF)

- De nouveaux pouvoirs de contrôle et de décision des élus, usagers et salariés, ainsi

que le maintien et l'amélioration du statut des personnels

- L'instauration de nouveaux services publics : l'habitat, la petite enfance, le médicament, l'aide aux personnes âgées. Le traitement des déchets relèvera du public et on mettra en place un pôle public de l'énergie (EDF et GDF 100% publics et fusionnés) et de l'eau.

- La création de services publics européens et la mise de l'Union Européenne hors AGCS (Accord Général sur le commerce et les services)

Pierre Lozes/Roland Cazeneuve

MATERNITÉ de Lourdes et de Lannemezan le soutien de Marie-George Buffet

« J'ai bien réceptionné votre interpellation en tant que candidate à l'élection présidentielle concernant la lutte que vous menez contre la fermeture des maternités de Lannemezan et de Lourdes et contre celle de la chirurgie de Lannemezan. Vous pouvez compter sur mon soutien total car c'est votre lutte pour le maintien qui est juste et non la casse des hôpitaux de proximité organisée par le gouvernement. Bonne lutte et plein succès à vous tous et à tous les élus et associations qui vous soutiennent. »

Marie-George Buffet

La carte scolaire de la honte !

Suppression d'une classe à Henri IV, celle là même qui participe à l'accueil des enfants du voyage, tentative de fermer une classe pour enfants handicapés à Jean Moulin, limitation de l'accueil en zone rurale (maintenant on ne raisonne plus par village mais par canton !), la grande braderie de l'école a commencé. Et ici, vous l'avez compris, mieux vaut être riche et bien portant que pauvre, précaire et mal dans sa peau !

Portant face à l'augmentation des inégalités et des violences sociales, la qualité du système éducatif, de la recherche, le respect de la laïcité restent les meilleurs atouts d'un pays et développé : **Comment les garantir dans la situation actuelle?**

La question reste posée au gouvernement, à l'inspecteur d'Académie ainsi qu'à des collectivités telles la ville de Tarbes, qui ne semblent pas émus par la situation, la justifiant même par des courbes statistiques bidon !

MPV

« Midi Viticole 1907-2007 : Les vendanges de la colère »

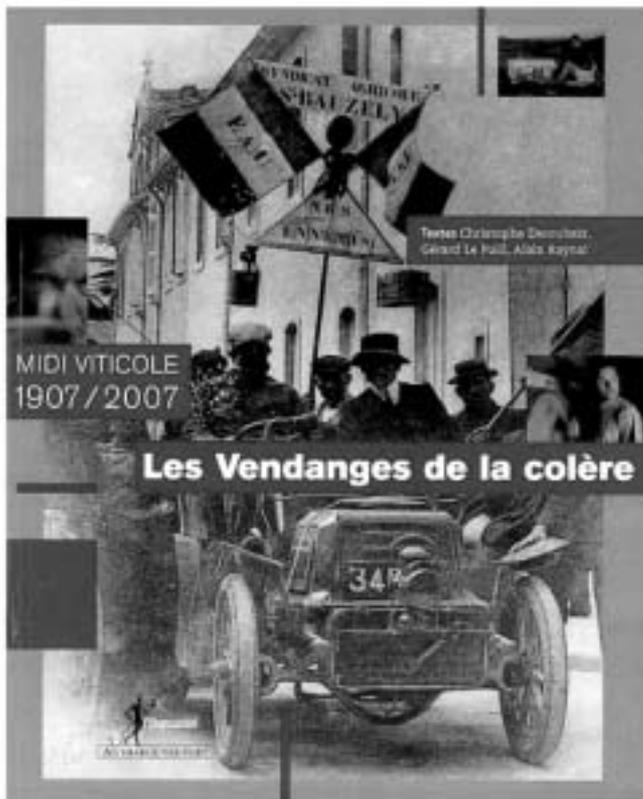
Alain RAYNAL, Christophe DEROUBAIX, Gérard LE PUILL
Ed . Au diable Vauvert / Humanité

Au printemps 1907, le Midi tout entier se souleva derrière ses vignerons. Le 9 juin, 500.000 personnes manifestèrent à Montpellier.

Un siècle plus tard, la révolte du peuple vigneron marque toujours l'histoire du pays et la conscience du Midi par son ampleur, par le recours à des formes de luttes originales et par ses acquis qui ont révolutionné la qualité du vin français.

Les solidarités tissées et les résultats obtenus par les luttes de 1907 et celles qui ont suivi, ont sauvé l'activité viticole, la vie économique et sociale dans le Languedoc-Roussillon et ont forgé son identité culturelle.

Alain Raynal nous livre un récit haut en couleurs de cette révolte dans un style vivant et dynamique. Son interview croisée de Jean Sagnes et Rémy Pech, deux historiens de référence, éclaire le passé des plus récentes analyses de la recherche historique.



Christophe Deroubaix a sillonné le Languedoc-Roussillon pour recueillir les paroles de vignerons d'aujourd'hui. Ces portraits authentiques de gens de mémoire et d'espoir sont accompagnés des photographies chaudes et sensibles de Georges Bartoli.

Gérard Le Puill a lui mené une enquête approfondie sur la situation viticole du Midi actuel en s'interrogeant sur les réponses à apporter à la crise qui secoue aujourd'hui ce secteur menacé.

Le chanteur Claude Marti, l'écrivain Jean Rouaud (prix Goncourt pour Les Champs d'honneur), le poète et dramaturge André Benedetto ont prêté leurs plumes pour illustrer l'ouvrage.

La culture de la vigne et le courage des hommes qui la travaillent font oeuvre civilisatrice. Le Centenaire de 1907, reconnu Commémoration Nationale en 2007, est l'occasion d'approfondir le travail de mémoire, afin que la révolte des vignerons contribue à faire comprendre les questions nouvelles posées par la mondialisation en cours. C'est le défi relevé par Les Vendanges de la colère, rencontre exceptionnelle avec les hommes et les femmes qui ont fait l'histoire du Midi viticole et forgent son présent et son avenir.

Je commande exemplaire(s) du Livre « Midi viticole 1907-2007 : Les vendages de la colère »
Je joins un chèque d'un montant de euros

Prix 29 € (le livre) + 3 € de frais de port et d'emballage
Franco de port à partir de trois livres

**Les chèques doivent être établis à l'ordre de « Librairie de la Renaissance »
et expédiés à Librairie de la Renaissance**

1 allée Marc Saint-Saëns - B.P. 73657 - 31036 Toulouse cedex 1

Nom : Prénom :
 Adresse d'expédition : N° voie Apt
 Code Postal Ville
 Tél. domicile : Tél. portable :
 E-mail